

Enjeux, Evolution Et Perspectives Des Investissements Directs Etrangers En République Démocratique Du Congo

[Challenges, Trends And Prospects For Foreign Direct Investment In The Democratic Republic Of The Congo]

Bashimbe Tshisekedi Christian, Lulendo Babela Joël, Ngoy Atula Jadot, Mulumba wa Mulumba Serge

Chercheurs au Centre de Recherche en Sciences Humaines (CRESH)

Kinshasa / République Démocratique du Congo

Auteur correspondant : Mulumba wa Mulumba Serge. E-mail : pfsergemulumba@gmail.com ; Tel : +243990711862



Résumé : Les politiques économiques des pays en développement cherchent des mécanismes pour réajuster leur croissance et rattraper le retard ou l'écart qui le sépare des pays développés. Ces pays sont confrontés au problème de financement de leurs activités économiques avec des ressources domestiques insuffisantes.

La République Démocratique du Congo s'appuie sur les indicateurs pris en compte dans l'amélioration du climat des affaires, tels que l'obtention d'un permis de construire, le paiement de taxes et impôts, la création d'entreprise, le transfert de propriété, etc., pour augmenter son potentiel attractif des investissements directs étrangers.

D'après notre modèle comprenant l'IDE comme variable endogène, l'exportation, l'importation, l'ouverture, le taux change réel et le PIB comme variables exogènes, couvrant les années sous étude, le niveau d'explication des variables explicatives sur la variable à expliquer est de 43,40%, en d'autres termes les variables exogènes contribuent à 43% à l'explication de l'attractivité des IDE en RDC.

Mots-clés : Investissement, attractivité, croissance, développement, RDC.

Abstract: The economic policies of developing countries seek mechanisms to readjust their growth and catch up with developed countries. These countries face the problem of financing their economic activities with insufficient domestic resources.

The Democratic Republic of the Congo relies on indicators taken into account in improving the business climate, such as obtaining a building permit, paying taxes, starting a business, transferring ownership, etc., to increase its attractive potential for foreign direct investment.

According to our model including FDI as an endogenous variable, export, import, economic openness, real exchange rate and GDP as exogenous variables, covering the years under study, the level of explanation of the explanatory variables on the variable to be explained is 43,40%, in other words the exogenous variables contribute to 43% to the explanation of the attractiveness of FDI in the DRC.

Keywords: Investment, attractiveness, growth, development, DRC

1. Introduction

Dans un contexte mondial de plus en plus intégré, l'attractivité des investissements directs étrangers est devenue une préoccupation majeure, aussi bien, dans les pays développés que dans les pays en développement. D'une part, les flux financiers en provenance de l'extérieur augmentent les exportations, ce qui permet par une simple simulation macro-économique d'effet d'entraînement de réaliser des équilibres extérieurs. D'autre part, les délocalisations favorisant l'accroissement de la richesse dans le pays d'accueil créent de ce fait de nouveaux marchés. Les pays en développement très attentifs à cette thèse ont encouragé l'attractivité et la promotion des IDE (Oman C., 2013).

A l'ère de la globalisation, la notion de compétitivité territoriale acquiert une grande importance notamment en ce qui concerne les politiques de développement. Le rôle du territoire est de fournir aux entreprises des facteurs (capital, travail) compétitifs, aptes à recevoir et maîtriser les nouvelles technologies et les nouvelles organisations managériales.

La disponibilité des facteurs traditionnels comme le travail et le capital a un rôle de plus en plus faible. Désormais, les firmes recherchent une organisation territoriale efficace prête à constituer un contrepoids face aux incertitudes montantes de la concurrence globalisée. Il s'agit d'un tissu industriel local performant sur lequel l'usage des nouvelles technologies est maîtrisé et les connexions entre les différents agents économiques se réalisent rapidement.

Ainsi, les territoires sur lesquels le tissu productif, la qualité du capital humain et de l'environnement sont défaillants, sont d'une attractivité relativement faible sinon nulle. La phase actuelle du développement où les facteurs cruciaux sont les facteurs de connaissance et les facteurs immatériels liés à la créativité et à la capacité d'utilisation innovatrice du stock existant de technologie et de connaissances codifiées, exige de lourds investissements en connaissances tacites. Elle exige des facteurs rares, qui n'existent pas nécessairement partout (Mundell R.A., 2013).

Selon le rapport 2022 publié par la Conférence des Nations Unies pour le Commerce et le Développement (CNUCED), si l'IDE mondial a reculé en 2021, les flux à destination de l'Afrique n'ont pas suivi cette tendance. Au contraire, après avoir diminué en 2019 et en 2020, ils ont augmenté en 2021 pour s'établir à 46 milliards de dollars (+11%). La hausse des prix et de la demande de certains produits de base a entraîné des investissements soutenus dans le secteur des ressources naturelles (CNUCED, 2022).

Les flux d'IDE vers l'Afrique centrale sont restés stables, à 8,8 milliards de dollars. Le Congo Brazzaville a enregistré des entrées de 4,3 milliards de dollars, qui sont principalement allées à l'exploration et à la production pétrolières. Les entrées en République démocratique du Congo, qui ont augmenté de 11% pour atteindre 1,5 milliard de dollars, ont été alimentées par les investissements continus dans les minéraux, en particulier dans le cobalt (CNUCED, 2022).

Depuis le début des années 2000, la libéralisation du système économique congolais a attiré plusieurs entreprises multinationales. La RDC a vu se déferler plusieurs investissements principalement dans le secteur minier. La croissance de l'économie congolaise est essentiellement portée par l'exportation des produits miniers qui n'est toutefois pas inclusive.

Il s'agit dans cette étude d'appréhender les différents facteurs qui sont à l'origine de cette attractivité des IDE en RDC, les points caractérisant leur pérennité et les causes qui risquent d'entraver leur renforcement et leur consolidation pour surmonter les problèmes identifiés. D'où les questions suivantes posées pour orienter nos recherches : Quels sont les indicateurs, les avantages et les obstacles de l'attractivité des investissements directs étrangers en République Démocratique du Congo ? ; Comment se présente le flux des investissements directs étrangers en RDC au cours de la période sous étude ? ; Que faire pour rendre plus efficace l'attractivité des IDE en République Démocratique du Congo ?

Dans le cadre de cette étude, nos hypothèses sont les suivantes :

- La République Démocratique du Congo s'appuie sur les indicateurs pris en compte dans l'amélioration du climat des affaires pour augmenter son potentiel attractif des IDE. L'emploi, les exportations, l'amélioration des ressources en devises peuvent être la source d'augmentation de la croissance et de gains de productivité en RDC, malgré le faible pouvoir d'achat de la population locale.

- Le flux entrant des IDE évoluerait graduellement selon les secteurs, la localisation et les activités des entreprises multinationales en République Démocratique du Congo ;
- La rationalisation de la politique d'attractivité dans divers secteurs notamment par des avantages comparatifs et incitatifs du code des investissements, contribuerait à augmenter le potentiel attractif des investissements directs étrangers en RDC.

2. Littérature

2.1. Littérature empirique

Un changement d'attitude radical des pays en développement vis-à-vis des entreprises multinationales est rendu possible grâce à un environnement économique mondial de plus en plus libéral et une littérature économique abondante vantant les mérites de l'investissement direct étranger. L'IDE était jadis considéré comme un facteur de dominance et de réduction du bien-être social par la manipulation des transferts de prix et la formation d'enclaves économiques. Cette opinion et la méfiance qui en résultait ont été remplacées par une politique de promotion visant à drainer des flux substantiels d'IDE (Oman C., 2013).

La contribution des entreprises multinationales au développement socioéconomique est remise en cause parce que ces entreprises sont regardées avec beaucoup de méfiance par certains pays en développement qui les prennent comme un facteur de dominance des pays d'origine. Les EMN étaient soupçonnées de réduire le bien-être social par la multiplication de transfert des prix et la formation d'enclave économique (Kukatula O., 2020).

L'afflux de IDE ne peut être la panacée pouvant permettre à la population congolaise de sortir de sa situation de sous-développement, les investissements contribuent certes à la relance de certains secteurs d'activité tant économique que social, mais il est persuadé que le développement de la République Démocratique du Congo devrait se fonder sur la bonne gouvernance et la bonne gestion des ressources. Ces éléments constituent une des conditions essentielles du développement, puisqu'ils appellent à l'utilisation rationnelle et rigoureuse de toutes les ressources du pays (Munzombo S., 2019).

Le financement de la balance des paiements en République Démocratique du Congo, depuis les années d'indépendance, n'a pas produit les résultats escomptés. Il faudrait la création d'une classe moyenne locale capable de relever le défi du développement pour booster l'économie en interne (Masengu R., 2021).

2.2. Indicateurs d'attractivité des IDE

Les indicateurs qui influencent les IDE dans les PED sont de plusieurs ordres, à savoir : stabilité politique, climat économique, taille du marché, potentiel du marché, législation, système juridique, infrastructures, qualification du personnel, main d'œuvre, proximité géographique, accès à d'autres marchés voisins, considérations culturelles, existence de relations d'affaires, démarches administratives, faiblesse des coûts de production, source de matière première, coûts salariaux, coûts fiscaux, revenus par habitant, incitations (BAD, 2019).

Par ailleurs, certains autres facteurs exercent une influence considérable sur les entreprises multinationales à investir dans les pays hôtes, en général, et dans les PED en particulier. Parmi ces facteurs, trois demeurent essentiels et principaux. Il s'agit de l'attractivité du pays d'accueil, des facteurs d'ordre politique et social ainsi que les facteurs d'ordre économique.

2.2.1. Attractivité du pays d'accueil

L'attractivité d'un territoire s'appréhende comme la capacité qu'a un pays d'attirer des investissements et de retenir ceux déjà existants. Enjeu majeur de politique économique, l'attractivité est au centre des politiques d'aménagement et de développement des pays. Elle influence la décision des EMN à s'implanter dans un territoire plutôt que dans tel autre, en négociant les conditions d'implantation optimales « infrastructures, subventions, exonérations de charges sociales, etc. ». (Kukatula O., 2020).

C'est dans ce cadre que la RDC a entre autres créé l'Agence Nationale de Promotion d'Investissement, la CPCAI, etc., et elle s'est aussi dotée des textes juridiques notamment le Code des Investissements et tant d'autres documents de référence dont le Code minier.

2.2.2. Facteurs d'ordre politique et institutionnel

Le cadre politique et institutionnel national vis-à-vis des IDE est constitué des accords internationaux en matière d'IDE, de la politique commerciale (existence des barrières tarifaires ou non tarifaires), des politiques nationales en matière d'acquisition d'entreprises nationales, une attitude générale vis-à-vis des IDE. A cet égard, les déterminants d'ordre politique et institutionnel sont en rapport avec :

2.2.2.1. La stabilité économique

Les pays en voie de développement doivent veiller sur la rationalité et l'objectivité de leur politique économique en vue de permettre une libre action aux potentiels investisseurs étrangers. Par une politique économique, le pays doit ainsi veiller sur certains agrégats macroéconomiques comme l'inflation, le chômage, le déficit financier, le taux de change, donc veiller sur les fluctuations négatives de cette dernière et tout ceci doit aussi déboucher sur des résultats attirants comme la croissance, le plein emploi et surtout la justice sociale.

2.2.2.2. La stabilité politique et sociale

La stabilité politique et sociale reste un des principaux déterminants des investissements, nul ne peut se sentir attiré par un investissement dans un pays où les troubles sont récurrents, ni par un pays dans lequel le régime politique est instable. La promotion et la pratique de la bonne gouvernance, de la démocratie, de la justice, de la transparence et du respect de droit de l'homme doivent être le champ de bataille pour chaque pays.

2.2.2.3. Le degré d'ouverture commerciale du pays d'accueil

L'IDE est aussi condition du taux d'ouverture élevé attirant du pays d'accueil. En effet, la plupart des IDE sont réalisés dans le but de contourner les barrières commerciales, ainsi, dans ce cas, les investisseurs s'intéressent aux accords internationaux signés par les pays, par la politique de privatisation des entreprises (les éventuels avantages en terme fiscal, administrative, la main d'œuvre qualifiée, etc.) et aussi par le régime du commerce (barrière tarifaire et non tarifaire).

2.2.3. Déterminants d'ordre économique

L'ensemble de principaux déterminants d'ordre économique qui déterminent l'implantation d'une EMN à travers les IDE sont repris dans le tableau 1 suivant :

Tableau 1 : Principaux déterminants d'ordre économique des IDE
dans le pays hôte selon le modèle de la CNUCED

Déterminants économiques	
1. Caractéristiques du marché	- Taille du marché, sa croissance, revenue par tête d'habitant ; - Caractéristiques nationales des préférences consommateurs ; - Structure et concurrence dans les marchés - ressources
2. Caractéristiques des ressources	- Ressources naturelles - Main d'œuvre qualifiée (disponibilité) - Main d'œuvre non qualifiée - Infrastructure physique (télécoms, routes, communications, etc.)
3. Caractéristiques d'efficacité	- Coût des ressources disponibles ajusté par la productivité ; - Transports et communications entre le pays hôte et le pays parent ; - Appartenance à une union économique régionale.

Source : O. KUKATULA, 2020.

En dépit de ces différents facteurs déterminants, la question principale d'identification des facteurs qui influencent les choix particuliers d'une localisation géographique des IDE demeure encore quasi entière tant on sait que ces facteurs dépendent à la fois du pays hôte, mais aussi de l'EMN qui désire de se délocaliser.

Les déterminants les plus importants pour l'implantation de l'IDE sont les considérations économiques, qui se manifestent de façon considérable dès qu'un cadre propice à l'IDE est en place. Ainsi distingue-t-on les déterminants qui ont trait aux ressources ou actifs disponibles sur place ; ceux qui sont liées à la taille des marchés de biens et de services ; et ceux liées aux avantages de coût de production (Crozet, Y. et al., 2017).

Les IDE peuvent avoir pour objet de réduire les coûts de production globaux des entreprises parentes, en segmentant leur processus de production, les tâches standardisées les plus intensives en main-d'œuvre pouvant être menées à bien là où le travail le moins qualifié est le plus abondant et le moins coûteux. Ils peuvent également avoir pour objectif la conquête de nouveaux marchés, en rapprochant les sites de production des lieux de consommation.

D'un point de vue microéconomique, le modèle OLI (Ownership, Location and Internalisation advantage), développé par Dunning, permet de résumer les conditions qui doivent être satisfaites pour qu'une entreprise s'engage dans un IDE. D'abord, l'entreprise doit avoir un avantage lié à la propriété, pour un produit ou une technologie de production auquel les autres entreprises n'ont pas accès (brevet par exemple). Ensuite, le pays d'accueil doit présenter un avantage de localisation (Oman C., 2019).

Au-delà des variables classiques de l'attractivité, chaque pays doit élaborer, à titre complémentaire, d'autres variables qui s'adaptent à son contexte particulier. La RDC a mis en place l'Agence nationale pour la promotion des investissements (ANAPI), appuyée par le CPACAI, qui a en charge cette question. Ces indicateurs spécifiques ou complémentaires ont pour but d'éclairer le pouvoir public dans le pilotage de la politique en faveur de l'attractivité.

2.3. Attractivité des Investissements directs étrangers en RDC

Récemment, la République Démocratique du Congo s'est dotée de 6 zones économiques spéciales afin d'attirer les investisseurs étrangers et stimuler la création des entreprises dans divers domaines. La première zone économique spéciale pilote du pays se trouve à Maluku dans la banlieue de la capitale Kinshasa. Ce sont des initiatives pour séduire les investisseurs étrangers et prometteuses pour le développement du pays. C'est le cas d'un déjeuner d'affaires organisé par la Société de Communication et des Services (SCS) à l'intention des investisseurs belges à l'occasion d'une mission économique et commerciale en RDC (ANAPI, 2022).

Le faible rendement de l'activité économique s'explique par le faible niveau du pouvoir d'achat de la population, l'accès au financement a été toujours un défi en RDC, à cause d'erreurs politiques de l'Etat (la nationalisation), une mauvaise gestion de la monnaie et des faibles institutions économiques. Selon l'ICA, 40% des firmes enquêtées mentionnent l'accès au financement comme une contrainte majeure. Les coûts élevés de crédit sont souvent cités comme raison principale, la fiscalité devant être revue pour faciliter les affaires des investisseurs locaux et étrangers (ANAPI, 2022).

A l'aide des méthodes descriptive, comparative et quantitative ; des techniques documentaire, d'entretien et statistique, notre modèle se présente comme suit :

2.3.1. Choix des variables

Pour examiner la relation entre le degré d'ouverture économique et l'attractivité des IDE en RDC, il est important de réunir un nombre significatif des données et celles-ci doivent présenter le plus fidèlement possible la réalité du concept étudié. Dans le cadre de notre étude, les variables retenues pour expliquer ce lien sont les suivantes : l'Investissement Direct Etranger « IDE » comme variable endogène, l'exportation, l'importation, l'ouverture, le taux change réel, le PIB, comme variables exogènes, couvrant les années 2002 à 2022.

Tableau 2 : Choix des variables

Variables	Nature	Notation	Pertinence	Source
Investissement direct étranger	Endogène	IDE	L'investissement direct étranger est le total net des investissements étrangers directs à destination de l'économie déclarante et provenant de sources étrangères.	ANAPI BCC
Exportation	Exogène	Exp	L'exportation correspond à l'action de sortir des biens, des marchandises du territoire national vers le pays étranger où on les vend.	BCC Banque Mondiale
Importation	Exogène	Imp	L'importation représente l'entrée dans un pays de biens ou services provenant d'un autre pays.	BCC Banque M
Taux de change réel	Exogène	TCR	Le taux de change réel fait référence au taux de change indiqué par les autorités nationales et le taux fixé par le marché.	BCC
Produit intérieur brut	Exogène	PIB	Indicateur du niveau d'activité économique. Valeur du PIB divisée par le nombre d'habitants du pays	Banque Mondiale
Ouverture	Exogène	Ouv	L'ouverture d'une économie se traduit par une forte progression de ses échanges avec l'étranger et son interdépendance avec le reste du monde.	Banque Mondiale PNUD

Source : Elaboré par l'auteur sur base des données de l'estimation.

2.3.2. Méthodes d'analyse

Nous présentons un modèle pour identifier les déterminants de l'attractivité des IDE comprenant les variables commerciales et géographiques, en utilisant la méthode de cointégration des séries temporelles (Bourbonnais, R., 2015).

2.3.3. Données d'analyse

Les données faisant l'objet d'analyse concernent la variable endogène (IDE) et les variables exogènes (Ouverture, Taux de change, importation, exportation et PIB).

Tableau 3 : Données d'analyse

Années	IDE (en %)	TCR (moyen USD/CDF)	Imp (en millions USD)	Exp (en millions USD)	PIB (en % du PIB au prix constant)	Ouv (en %)
2002	-4,3	425,6	6 241,3	5 433,6	100,00	58,37
2003	-4,8	432,4	6 352,7	5 211,3	100,00	57,82
2004	6,6	456,1	6 721,5	6 022,9	100,00	63,72
2005	6,3	471,3	7 032,6	6 113,7	100,00	65,73
2006	1,9	522,4	7 311,9	7 743,8	100,00	75,27
2007	12	531,7	7 652,7	7 344,2	100,00	74,98
2008	18,4	691,6	7 221,3	7 677,2	100,00	74,49
2009	16,2	729,1	7 434,3	6 233,9	100,00	68,34
2010	16,7	811,2	8 042,5	7 447,4	100,00	77,44

2011	12,2	914,6	8 042,5	7 221,9	100,00	76,32
2012	11,6	916,1	7 011,7	7 431,3	100,00	72,21
2013	1,9	917,2	7 324,5	7 231,7	100,00	72,78
2014	-0,4	918,9	8 053,7	10 993,6	100,00	95,23
2015	10,5	919,7	8 233,6	10 465,4	100,00	93,49
2016	16,1	925,2	8 042,5	10 331,9	100,00	91,87
2017	36	926,0	8 915,6	10 221,6	100,00	95,68
2018	0,5	1 010,3	12 148,8	11 885,5	100,00	120,17
2019	39,8	1 465,9	11 340,0	11 548,2	100,00	114,44
2020	11,2	1 622,5	14 972,7	15 966,8	100,00	154,69
2021	11,2	1 647,8	12 942,7	13 183,5	100,00	130,63
2022	18,9	1 851,5	11 865,3	13 788,7	100,00	128,27

Source : Elaboré sur base des rapports BCC et BM (2022)

2.3.4. Analyse descriptive des variables

Afin de mieux cerner les caractéristiques de nos variables, nous avons effectué une analyse descriptive repris dans le tableau 4 ci-après :

Tableau 4 : Analyse descriptive des variables

	Ouv	PIB	Imp	Exp	IDE	TCR
<i>Maximum</i>	128,27	100	11 865,3	13 788,7	18,9	1 851,51
<i>Minimum</i>	58,37	100	6 241,3	5 433,6	-4,3	425,6
<i>Moyenne</i>	93,32	100	9 053,3	9 611,1	7,3	1138,55
<i>Ecart-type</i>	246,47	-	321,05	378,42	11,4	315,31

Source : Elaboré sur base des données récoltées et des estimations

La moyenne en pourcentage des IDE en RDC était de -4,3% en 2002 et le maximum était de l'ordre de 18,9% en 2022.

2.3.5. Discussions

A partir des résultats obtenus, nous pouvons dire que l'ouverture économique, le taux de change réel, le produit intérieur brut, l'importation et l'exportation influent positivement sur les variables macroéconomiques et l'économie congolaise de façon générale ; cependant les résultats de cette estimation montrent qu'au seuil de signification de 5%, ces variables affectent significativement mais négativement sur l'IDE. Pour chacun des paramètres de l'équation, les coefficients ont les signes attendus.

L'ouverture en RDC favorise l'attractivité des IDE, cela par rapport à l'augmentation des recettes réalisées durant les dernières années sous étude. Le TCR en revanche, affecte positivement mais n'est pas significatif avec l'IDE.

Les variables importation et exportation sont significatives et positives avec l'IDE, Ces résultats démontrent que le commerce international en RDC favorise l'ouverture, A travers cette analyse, visiblement, le taux d'internationalisation a suivi celui de l'effort à l'exportation dans sa fluctuation. A chaque fois que ce dernier tend à la hausse ou à la baisse, le deuxième sera tiré vers le haut ou vers le bas par le mouvement du premier. Lorsque l'IDE est orienté à l'export, l'économie ouverte est vraisemblablement plus attractive, car les restrictions au commerce extérieur augmentent les coûts de transaction associés aux exportations. Notre analyse économétrique a révélé que parmi les cinq variables retenus dans ce modèle, la plupart sont des déterminants de l'attractivité des IDE.

3. Conclusion

L'attractivité est une question complexe. Le RDC a entrepris de mettre en place toute une série des réformes visant à favoriser son ouverture sur le marché international, autant d'atouts pour attirer les entreprises étrangères. Elle multiplie des actions de promotion à l'étranger, et dote les représentations à l'extérieur des cadres compétents, à même d'expliquer et de convaincre les investisseurs à localiser leurs activités sur le sol congolais.

Des efforts conséquents ont été réalisés ces dernières années pour la promotion des IDE en RDC. Toutefois, il faudra multiplier les actions de promotion des investissements étrangers. La libéralisation du commerce de diamant et le monopole de la Gécamines, et beaucoup d'autres institutions de l'Etat, comme la Société Nationale d'Electricité, etc. Des nombreuses sociétés internationales se sont impliquées dans l'exploitation et l'exportation des ressources minières mais qui n'est pas entièrement sous le contrôle de l'Etat (ANAPI, 2022).

Le système de transport hérité de l'indépendance intègre un réseau multimodal d'infra-structures de routes, chemins de fer et de circuits fluviaux en RDC tributaires comme axe principal. Les PME se plaignent davantage des transports que les grandes entreprises. Le transport aérien est trop coûteux, il doit être amélioré. Les infrastructures électriques sont presque inexistantes avec un taux de desserte électrique de 7% dans toute l'étendue du pays.

La stabilité politique est un facteur majeur pour l'attractivité des IDE. La bonne gouvernance reste un pilier phare pour attirer les investissements étrangers en RDC. L'Agence Nationale pour la Promotion des Investissements doit assurer le suivi et soutenir les investisseurs locaux en premier lieu, assainir le climat des affaires et assurer la promotion optimale des investissements.

Références bibliographiques

- [1]. ANAPI (2022), République Démocratique du Congo-présentation du pays, Direction des agrégats.
- [2]. BAD/Afrique centrale (2019), Environnement de l'investissement privé en RDC.
- [3]. Banque Centrale du Congo (2022), Rapport annuel.
- [4]. Banque Mondiale (2022), Rapport mondial sur l'investissement.
- [5]. Bourbonnais, R (2015), Econométrie, cours et exercices, Paris, Dunod.
- [6]. CNUCED (2022), Rapport sur l'investissement direct étranger dans le monde, Paris.
- [7]. Crozet, Y. et al. (2017), Les grandes questions de l'économie internationales, Paris, Nathan.
- [8]. Kukatula, O. (2020), Entreprises multinationales enjeux du développement socio-économique et de la réduction de la pauvreté en RDC, Kinshasa, Universitaires Européennes.
- [9]. Masengu R. (2021), Financement de la balance des paiements/RDC par les IDE, Kinshasa.
- [10]. Munzombo, S. (2019), Apport des IDE dans le développement de la RDC, Kinshasa.
- [11]. Oman, C. (2013), Les nouvelles formes d'investissements dans les pays en développement, OCD/ECD, Paris.
- [12]. Mundell R.A. (2013), « Commerce international et facteur de mobilité », in Revue économique américaine, vol. XLVI, n°3.
- [13]. PNUD (2022), Rapport annuel.
- [14]. www.anapirdc.com/statistiques_des_projets_agrees, (consulté le 23/07/2025 à 11h).